	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--

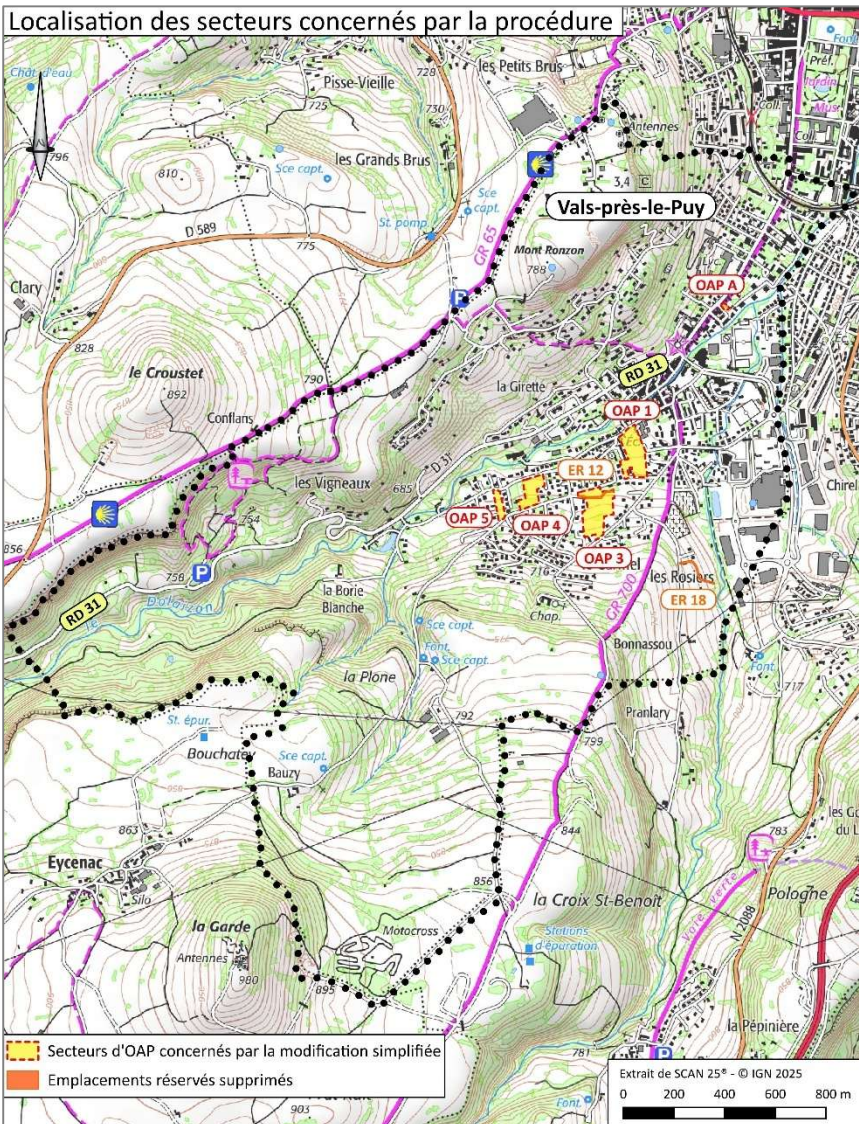
En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Mairie de Vals-près-le-Puy
SIRET/SIREN
21430251500017
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Place du Monastère 43750 VALS PRES LE PUY / 04.71.05.77.77
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Monsieur Le Maire : Philippe JOUJON
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Pierre ARCHER – Directeur général des services
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Place du Monastère 43750 VALS PRES LE PUY / 04.71.05.77.77 - pierre.archer@vals-pres-le-puy.fr

2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
Plan Local d'Urbanisme (PLU)
2.2 Intitulé du document
PLU de Vals-Près-le-Puy
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
<p>Plan Local d'Urbanisme de Vals-près-Le-Puy approuvé le 03 octobre 2019 puis mis à jour à deux reprises en date du 10 décembre 2019 et du 12 mai 2020.</p> <p>https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&lon=3.865026&lat=45.024337&zoom=13&mton=3.865026&mlat=45.024337</p>
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Vals-près-le-Puy (43251)
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
<p>Carte de Localisation des secteurs concernés par la procédure présentée au rapport de présentation.</p>  <p>Localisation des secteurs concernés par la procédure</p> <p>Extrait de SCAN 25® - © IGN 2025</p> <p>0 200 400 600 800 m</p> <p> Secteurs d'OAP concernés par la modification simplifiée Emplacements réservés supprimés </p>

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020.
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui. <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT du Velay approuvé le 3 septembre 2018.
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire Bretagne, fixant des objectifs pour la période 2022-2027, adopté en mars 2022. Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) « Loire amont » a été approuvé en décembre 2017. Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) de l'agglomération du Puy en Velay approuvé en décembre 2018.
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Décision n°2018-ARA-DUPP-00815 du 4 juin 2018.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale

☐ Oui

☐ Non

Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Modification simplifiée n°1 du PLU de Vals-près-le-Puy

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

3 392 habitants (données INSEE 2022)

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	513,40 hectares (Extrait rapport de présentation)			
Superficie par zones	PLU opposable		PLU Modification Simplifiée 1	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
UA	7,66	1,49	Pas d'évolution de zones Superficies identiques	
UB	10,41	2,03		
UC	78,90	15,37		
UD	28,45	5,55		
UE	16,63	3,24		
AUc	11,76	2,29		
A	174,87	34,06		
N	184,72	36,01		
Total	513,40	100%	513,40	100%

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Le PLU approuvé le 3 octobre 2019 fixe dans son PADD des « objectifs de la modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain » à travers les actions suivantes :

- Favoriser une urbanisation rassemblée et fonctionnellement cohérente (point II.1),
- Prioriser le développement de l'habitat au sein de l'enveloppe urbaine existante (point II.2).

Ainsi, **au point II.2.3 du PADD**, il est mentionné que « pour répondre à l'objectif de création de logements, il s'agit de prévoir pour les 12 prochaines années et en complément du PUP, un **potentiel foncier libre (non bâti) théorique de l'ordre de 4,2 ha affecté à la réalisation de logements** ;

*Ce potentiel foncier ciblé correspond à une consommation moyenne de 560 m² par logement neuf, contre une consommation de 860 m² par logement constatée sur la décennie précédente, soit une réduction de 35 % de la consommation d'espace par logement. Le projet de PLU « privilégie fortement le comblement et la densification de l'enveloppe urbaine existante, pour limiter l'étalement urbain : prévoir la mobilisation d'au moins **40 % des stocks fonciers nécessaires pour l'habitat au sein de l'enveloppe urbaine existante** ».*

Il n'est pas prévu au PLU de consommation foncière pour le **développement économique**. Le PADD mentionne que l'économie de la commune reposera sur un « confortement de la polarité commerciale et au maintien du tissu artisanal. *Ainsi, le projet de PLU ne prévoit pas de développement supplémentaire des zones à vocation économique et plus largement de foncier neuf spécifiquement dédié aux activités économiques. Le développement économique s'appuiera sur l'emprise actuelle de la zone de Chirel, l'évolution dans leur périmètre des sites actuels, du renouvellement urbain, de la recomposition, et éventuellement la mobilisation de certaines dents creuses ponctuelles dans les zones urbaines et à urbaniser à dominante habitat, dans une logique de mixité de fonctions.*

Pour les équipements, *Le projet de PLU, dès son PADD, ne prévoit pas de zone à urbaniser à vocation d'équipements et plus largement de foncier neuf spécifique dédié aux équipements. Le développement du pôle multi-activités, est intégré dans le secteur du même nom faisant l'objet d'OAP, en mixité avec de l'habitat dense.*

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La présente modification simplifiée n°1 du PLU porte sur :

- L'évolution partielle des principes d'aménagement sur les secteurs d'OAP n°1, OAP n°3, OAP n°4, OAP n°5, et le secteur A de l'OAP multisectorielle, pour faciliter la traduction opérationnelle des différents projets ;
- La réduction du périmètre du secteur A de l'OAP multisectorielle pour tenir compte de l'existant,
- L'adaptation de certaines dispositions du règlement écrit notamment de l'article 2 de la zone N, l'article 13 des zones UA, UB, UC, UD et AUc et l'article 11 de toutes les zones, en vue de faciliter leurs applications,
- La modification des prescriptions réglementaires concernant les objectifs de mixité sociale (suppression de l'ER social A et modification de la SMS sur l'OAP n°1),
- La suppression des emplacements réservés n°12 et n°18.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

<p>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p>
<p>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p> <p>Sur le secteur d'OAP n°1, la densité moyenne augmente, passant de 35 logements/ha au PLU opposable à 45 logements/ha dans le cadre de la présente procédure de modification simplifiée. A l'inverse, les densités moyennes sont abaissées sur les secteurs OAP 4, OAP 5 et secteur A de l'OAP multisectorielle afin de garantir le maintien des densités moyennes globales sur l'ensemble de la commune, à travers ses OAP sectorielles et multisectorielles.</p>
<p>4.3.4 La procédure a pour objet :</p>
<p>- de créer un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>-</p>
<p>- de déclasser un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>-</p>
<p>- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et les superficies</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et les superficies</p>

- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
-
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
-
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
-
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
-
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
-
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
-
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets
-

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Commune appartenant à la liste actualisée en 2019 des communes soumises à la loi Montagne de 1985 en France Métropolitaine.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Commune se situant à 2 km au Nord-Ouest de la délimitation la plus proche de la Zone de Protection Spéciale (Z.P.S.) - FR 8312009 "Gorges de la Loire", à environ 2,5 km au Sud-Est de la Zone Spéciale de Conservation (Z.S.C.) - FR 8302007 "Grotte de la Denise" et à 2,5 km au Nord-Ouest de la Zone Spéciale de Conservation (Z.S.C.) - FR 8301081 "Gorges de la Loire et affluents partie Sud". Aucune interaction avec la procédure.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site classé des gorges du Dolaizon et de la vallée des Chibottes couvre la frange Ouest et la partie Sud-Ouest du territoire de Vals-près-le-Puy. Classement du site le 8 mars 2016.

			Le site inscrit du Puy-Polignac couvre tout le reste du territoire. Inscription du site le 15 novembre 1973.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le Plan de Prévention des Risques Naturels "Mouvements de terrain" (PPR-mt) approuvé le 25 septembre 2023 Le Plan de Prévention des Risques Inondation de "la Loire, la Borne, le Dolaizon et leurs affluents" (PPRI) approuvé le 28 septembre 2023 Le Plan de Prévention des Risques "Retrait-Gonflement des argiles" (RGA) approuvé le 30 septembre 2014
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	4 monuments historiques présents sur le territoire de Vals-près-le-Puy : La Chibotte du bois de Lirate inscrite à l'inventaire des monuments historiques le 28 avril 1986, La Villa Alirol, inscrite à l'inventaire le 27 septembre 2006, L'Eglise Saint-Vozy, ancienne chapelle du monastère, inscrite à l'inventaire le 8 octobre 1968, Ancien monastère des Augustines (deux portes à bossages et l'escalier intérieur) classé à l'inventaire le 15 mars 1973.

			<p>5 monuments historiques présents sur le territoire voisin du Puy-en-Velay :</p> <p>L'église Sainte-Thérèse du Val Vert inscrite à l'inventaire des monuments historiques le 14 juin 2002,</p> <p>2 maisons dont une inscrite à l'inventaire le 20 mars 1972 et une classée le 30 avril 1969,</p> <p>La maison d'arrêt inscrite à l'inventaire le 12 février 1987,</p> <p>Le portail de l'abbaye de Vorey classé à l'inventaire le 9 mai 1914.</p>
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Maintien d'une trame bleue par la préservation des cours d'eau au PLU au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le Sud-Ouest du territoire de Vals-près-le-Puy est couvert par la ZNIEFF de type I "Vallée du Dolaizon" (n°00300001).</p> <p>La ZNIEFF de type II "Bassin du Puy - Emblavez" (n°00300000) couvre également le territoire en excluant toute l'enveloppe urbaine de Vals-près-le-Puy au Nord-Ouest.</p>
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les boisements identifiés en Espaces Boisés Classés (EBC) sur la commune dans le cadre du PLU, ne sont pas concernés par les dispositions emportées par la modification simplifiée.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez

Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucune extension de l'urbanisation ni de nouvelle zone de développement urbain ne sont envisagées dans la procédure. Le règlement de la zone N autorise uniquement l'extension et l'aménagement des habitations existantes de 35 m ² de surface de plancher minimum. Cette disposition n'est pas contraire à celles de la loi montagne qui les autorise au titre des « exceptions au principe d'extension de l'urbanisation en continuité ». Ces aménagements n'impactent pas l'activité agricole, pastorale et forestière, ni la qualité des milieux naturels et des paysages.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'ensemble des sites couverts par la modification simplifiée est concerné par un aléa faible d'affaissement identifié dans le PPR "Mouvements de terrain". Ces secteurs sont également concernés par le phénomène de retrait-gonflement des argiles avec des expositions faibles à fortes selon les secteurs notamment pour les OAP n°4 et n°5. En raison de l'absence d'extension urbaine envisagée dans la procédure, cette modification simplifiée n'induit pas d'interaction supplémentaire avec des secteurs soumis à des aléas naturels et n'a pas vocation à aggraver les aléas naturels ni accroître la vulnérabilité des biens et des personnes. Les dispositions techniques à respecter au regard de ces phénomènes sont d'ores et déjà intégrées aux projets développés sur le territoire de Vals-près-le-Puy.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-

carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement			
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Il n'existe aucune délimitation de site Natura 2000 sur la commune et les zones concernées par la procédure sont insérées au sein de l'enveloppe urbaine, sans lien direct ou indirect avec les sites Natura 2000, les plus proches, situés à plus de 3 km à l'Est et à l'Ouest.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'ensemble des secteurs d'OAP concernés par la modification simplifiée se place au sein du périmètre du site inscrit du Puy-Polignac. En revanche, ces secteurs se tiennent à l'écart du site classé des gorges du Dolaizon et de la vallée des Chibottes à l'exception de 2 habitations dont l'extension est permise suite aux dispositions du règlement de l'article 2 en zone N. La prise en compte de cette servitude (AC2) sur l'ensemble des sites s'appuiera sur des échanges avec les services instructeurs en matière de protection du patrimoine (Architecte des Bâtiments de France et DREAL).
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Seul le secteur A de l'OAP multisectorielle se tient au sein des périmètres de protection des monuments historiques couvrant une partie du bourg de Vals-près-le-Puy.

			La prise en compte de cette servitude sur ce site en phase opérationnelle s'appuiera sur des échanges avec l'Architecte des Bâtiments de France (ABF).
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les secteurs d'OAP couverts par la procédure n'intéressent pas directement ou indirectement les étendues naturelles couvertes par la ZNIEFF de type I. La suppression de l'emplacement réservé n°18 situé en ZNIEFF de type II n'occasionne aucun changement d'incidence au regard de son appartenance à l'OAP n°6 qui reste programmée sur ce secteur.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les EBC figurant au PLU de Vals-près-le-Puy ne sont en rien concernés par la présente modification simplifiée.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Parmi les habitations figurant en zone N, 2 d'entre elles font l'objet d'une application de l'article L. 151-19.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, précisez :

Le secteur A de l'OAP multisectorielle est en partie couvert (sur sa frange Nord) par les délimitations de la zone soumise aux nuisances sonores de la RD 30 (catégorie 4 – largeur affectée de 30 m) impliquant des obligations en matière d'isolement acoustique sur la seule habitation prévue sur le secteur.

En effet, la procédure de modification simplifiée n'engendre pas d'exposition supplémentaire aux émergences sonores, même au contraire, puisque le nombre de logement est abaissé sur cette OAP dans le cadre de cette procédure (passant de 2 à 1 logement).

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Au regard de l'ensemble des éléments apportés ci-dessus, à savoir :

- le positionnement des secteurs couverts par la présente modification simplifiée à l'écart des espaces naturels remarquables de la vallée du Dolaizon (ZNIEFF de type I) et des espaces naturels fonctionnels du territoire de Vals-près-le-Puy (trames verte et bleue),
- l'absence d'incidence de la procédure de modification simplifiée vis-à-vis des enjeux liés aux habitats naturels stratégiques (dont les zones humides et les formations boisées) et donc vis-à-vis de la biodiversité,
- l'absence d'extension de l'urbanisation des secteurs d'OAP liés à la procédure,
- le nombre très limité de 6 habitations pouvant faire l'objet d'une extension suite à l'évolution des dispositions de l'article 2 de la zone N, et, occasionnant des incidences très ponctuelles et localisées au contact direct des constructions existantes le cas échéant,
- la nécessaire prise en considération des obligations d'insertions paysagères et architecturales des opérations liées à leur positionnement en périmètre de protection de monument historique pour le secteur A de l'OAP multisectorielle et du site inscrit "Puy-Polignac" pour les autres secteurs d'OAP couverts par la présente procédure,
- l'absence d'enjeu majeur au regard des aléas naturels identifiés sur les espaces couverts par la présente modification.

La présente modification simplifiée n°1 du PLU de Vals-près-le-Puy n'est pas susceptible d'avoir des incidences négatives sur l'environnement et ne nécessite donc pas la réalisation d'une évaluation environnementale détaillée.

7. Autres procédures consultatives	
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées	
Mi Juin 2025	
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)	
-	
7.3 Procédure de participation du public envisagée	
- enquête publique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
- participation du public par voie électronique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
Si oui, préciser lesquelles	
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	
- autre, préciser les modalités	
Mise à disposition du dossier au public (article L153-47 Code de l'Urbanisme).	

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (<i>rubrique 2.5</i>).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (<i>rubrique 6</i>)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.		

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	Vals-Près-le-Puy	le,	29 juillet 2025
Nom	JOIJON	Prénom	Philippe
Qualité	Maire de Vals-Près-le-Puy		

Signature



The image shows a circular official stamp of the 'MAIRIE de VALS-près-le-Puy' with a central emblem. To the right of the stamp is a handwritten signature in black ink.